

Quelles sont l'importance et la nécessité de l'éducation sexuelle ?

La santé sexuelle et reproductive (SSR) des jeunes est réellement un enjeu de santé publique à Madagascar. En effet, la recherche menée par HEARD en 2019 a montré que 24% des jeunes filles et 41% des jeunes hommes interrogés ont eu leur premier rapport sexuel avant l'âge de 15 ans.

Près de la moitié des jeunes filles (48,8%) parmi celles qui ont été déjà enceintes auraient été déjà victimes de grossesse non désirée et près de six grossesses non désirées sur dix ont été interrompues (57,4%).

Or, d'autres études antérieures ont montré que sur les dix femmes qui meurent chaque jour des suites des complications de la grossesse, 16% sont liées à l'avortement et des suites de complications liées à l'accouchement, 43% concernent les moins de 24 ans dont 34% impliquent des adolescentes de moins de 19 ans.

Les maladies sexuellement transmissibles (MST) sont également fréquentes chez les jeunes des deux sexes interrogés (23,3%), mais les jeunes hommes (31,3%) semblent plus touchés que les jeunes femmes (15,4%).

Sinon, la recherche a également permis de confirmer la banalisation de la pratique du sexe transactionnel chez les jeunes malgaches. En effet, 34,4% des jeunes des deux sexes interrogés ont reconnu avoir déjà recouru à cette pratique (avoir eu de cadeau ou de l'argent en récompense d'une relation sexuelle) : 45,7% des jeunes femmes et 23,2% des jeunes hommes.

Parmi les principales pistes de recommandation identifiées lors de la recherche figure la mise en œuvre d'une véritable politique d'éducation à la sexualité.

En quoi devrait consister cette politique d'éducation à la sexualité ?

Auparavant, les démarches d'éducation à la sexualité ont longtemps insisté sur la prévention. Désormais, selon l'UNESCO :

« L'éducation sexuelle complète (ESC) est un processus d'enseignement et d'apprentissage fondé sur un programme portant sur les aspects cognitifs, émotionnels, physiques et sociaux de la sexualité. Elle vise à doter les enfants et les jeunes de connaissances factuelles, d'aptitudes, d'attitudes et de valeurs qui leur donneront les moyens de s'épanouir – dans le respect de leur santé, de leur bien-être et de leur dignité –, de développer des relations sociales et sexuelles respectueuses, de réfléchir à l'incidence de leurs choix sur leur bien-être personnel et sur celui des autres et, enfin, de comprendre leurs droits et de les défendre tout au long de leur vie ».

En fait, on a pu observer ces derniers temps un consensus international grandissant sur l'importance de fournir aux enfants et aux jeunes des informations sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) adaptés à chaque tranche d'âges et

Mina Rakotoarindrasata

« L'inversion de culpabilité traduit un niveau de tolérance social anormalement élevé pour les violences faites aux femmes »

Qu'entend-on par éducation sexuelle ? Comment rendre cela possible dans une Société où la sexualité reste un sujet tabou ? Une société qui stigmatise et culpabilise surtout les femmes pour les agressions qu'elles subissent. Nous évoquons dans cette interview de Mina Rakotoarindrasata, des questionnements sur cet épineux sujet et les séquelles qu'elles laissent. Banalisation du sexe transactionnel, grossesse non désirée, maladies sexuellement transmissibles, avortement, complications liées à l'accouchement, viol. Et si l'éducation à la sexualité devait aller au-delà de l'abstinence ?



Mina Rakotoarindrasata
Consultante en droits humains et développement

qui soient scientifiquement prouvées en vue de renforcer leur estime de soi, de développer leur aptitude à prendre des décisions éclairées, à communiquer et à maîtriser les risques et de favoriser les relations respectueuses.

Concrètement, outre les conseils pratiques relatifs à la prévention des MST et des grossesses non-désirées (GND), l'éducation sexuelle inclut le transfert des valeurs fondamentales autour de l'égalité femmes-hommes, du respect de l'intégrité physique et psychique des personnes, de l'importance de la notion du consentement et du sens des responsabilités dans les relations amoureuses.

“ L'éducation sexuelle inclut le transfert des valeurs fondamentales autour de l'égalité femmes-hommes, du respect de l'intégrité physique et psychique des personnes, de l'importance de la notion du consentement et du sens des responsabilités dans les relations amoureuses. ”

Comment mesure-t-on les impacts de ce type de programme ?

Contrairement aux différentes craintes émises par les enseignants et les parents, l'éducation à la sexualité n'entraîne pas l'entrée précoce dans la vie sexuelle, la hausse de l'activité sexuelle ou des comportements sexuels à risque.

D'ailleurs, il a été constaté au niveau international que les programmes qui prônent uniquement l'abstinence se sont révélés inefficaces pour retarder le premier rapport sexuel, réduire la fréquence des rapports ou le nombre de partenaires sexuels.

L'éducation à la sexualité a des effets

positifs car elle accroît les connaissances des jeunes et améliore leurs attitudes en matière de comportements sexuels et reproductifs. Elle réinterroge les normes de genre néfastes et promeut l'égalité des sexes. Ce qui aide à prévenir et à réduire les violences basées sur le genre et à créer des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs.

Ces aspects relatifs à l'égalité femmes-hommes sont primordiaux compte tenu du fait que ce sont les jeunes filles qui sont les plus vulnérables en matière de SSR, en raison de leur spécificité biologique (ce sont elles qui tombent enceinte) mais également de différents paramètres sociaux, tels que leur manque de capacité à négocier des rapports sexuels protégés ou les pressions parentales à leur encontre pour la pratique du sexe transactionnel, ...

Bref, l'éducation sexuelle constitue à la fois une mesure de santé publique et une éducation citoyenne pour les enfants et les jeunes. Chaque enfant/jeune a droit à l'éducation sexuelle. On peut même affirmer que l'éducation sexuelle complète s'avère être un point clé du développement durable.

Concrètement, comment l'éducation à la sexualité est-elle dispensée ?

L'éducation à la sexualité s'étend bien au-delà de l'école et vise à accompagner les enfants dès leur plus

jeune âge et les adolescent(e)s dans le développement de leur vie relationnelle, affective et sexuelle et les aider à devenir des adultes épanouis.

Ainsi, elle est dispensée par plusieurs acteurs sociaux qu'on peut subdiviser en trois catégories : l'éducation formelle constituée notamment par le système scolaire et universitaire ; l'éducation informelle représentée par la famille, les médias, les sports ... et enfin, l'éducation non formelle menée notamment par les différentes associations et organisations de la Société civile.

Peut-on envisager l'éducation à la sexualité comme une matière à part entière dans nos écoles ?

Madagascar a également pris conscience de l'importance de dispenser une éducation sexuelle adaptée à chaque tranche d'âge, à l'école. Ainsi, le Ministère de l'Éducation Nationale a développé un programme d'éducation sexuelle complète, en collaboration avec divers partenaires techniques et financiers (FNUAP, UNESCO, FISA, SEED Madagascar, ...).

Au niveau du primaire et du collège, le Ministère de l'Éducation Nationale est encore en pleine phase de finalisation du nouveau programme intitulé « Éducation à la vie en harmonie » (EVH) qui est compris dans l'éducation civique et à la citoyenneté. Il traiterait différentes thématiques

comme le respect de la vie, la dignité humaine, le respect mutuel, la lutte contre les discriminations ainsi que la santé sexuelle et reproductive des adolescents.

Au niveau du lycée, le Ministère de l'Éducation Nationale a déjà lancé la phase d'essai du nouveau programme sur la Santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) auprès de quelques lycées pilotes. A ce niveau, le Ministère aurait choisi de ne pas en faire une matière à part mais d'intégrer les 12 thématiques à traiter dans 6 disciplines.

Les thématiques traitées sont notamment : la puberté, la menstruation et la gestion de l'hygiène, le mariage précoce, la grossesse précoce, les fistules vaginales, le cancer du col de l'utérus, les infections génitales et infections sexuellement transmissibles, les abus sexuels, l'égalité de genre, la communication, le plaidoyer et le consentement.

Dans des cas d'agression sexuelle, il n'est pas rare que l'on entende des remarques sur la tenue vestimentaire des femmes, comme si cela pouvait expliquer cet acte abject. Quelle est votre opinion ?

Ainsi, théoriquement, Madagascar s'aligne avec les directives internationales mais dans les faits, les nouveaux programmes d'éducation sexuelle ne sont pas encore pleinement opérationnels et étendus dans toute l'île.

Comment ce programme a-t-il été accueilli ? Outre les contraintes techniques et financières, la mise en œuvre effective d'un programme d'éducation sexuelle complète à Madagascar se

Ce type de réaction s'apparente à de l'inversion de culpabilité aux dépens de la victime. On cherche à dédouaner l'agresseur de toute responsabilité en trouvant des justifications à son acte.

L'inversion de culpabilité met au grand jour un niveau de tolérance social anormalement élevé pour les violences faites aux femmes en général et plus particulièrement, pour les violences sexuelles. Et pourquoi la société tend-elle à dépendre les hommes comme des animaux incapables de retenir leurs instincts ? Tout cela fait partie de ce qu'on dénomme la « culture du viol », un concept qui relève notamment de tout ce qui tend à minimiser, excuser, plaisanter, voire promouvoir le viol.

De plus, objectivement, comment peut-on avancer ce type d'argument lorsque les victimes de viol sont des petites filles de 5 ans ou des vieilles dames âgées de 70 ans ? Et les violences sexuelles sont tout autant omniprésentes dans les pays où les femmes s'habillent couvertes intégralement de la tête au pied.

Point sur la recherche menée par HEARD

Les résultats statistiques présentés ici sont issus de la recherche menée en 2019 dans quatre villes de Madagascar (Antananarivo, Toliara, Antsiranana et Toamasina) en milieu urbain et rural portant sur la santé sexuelle et reproductive des jeunes de 15 à 24 ans. L'étude a été conduite par Health Economics and HIV and AIDS Research Division (HEARD) de l'Université de Kwazulu-Natal, Durban - Afrique du Sud, en collaboration avec la Mention Sociologie de l'Université d'Antananarivo. Cette recherche entre dans le cadre d'un projet régional de renforcement des environnements juridique et politique pour réduire le risque de VIH et améliorer la santé sexuelle et reproductive des jeunes populations clés en Afrique australe, mené en consortium avec le PNUD et l'ONG internationale AMSHeR. Outre Madagascar, le projet est mis en œuvre dans quatre autres pays d'Afrique Australe (Angola, Mozambique, Zambie et Zimbabwe).